REVUE ESPACE TERRITOIRES SOCIETES ET SANTE
Vol. 1, No. 1, Juin 2018, pp. 133 - 146 www.retssa-ci.com

LE DECHET A *TOYIIBI* : INTERFACE ENTRE LE CITADIN ET SON ESPACE DE VIE

[1]OUEDRAOGO Rawelguy Ulysse Emmanuel, [2]NIKIEMA Dayangnéwendé Edwige, [3]YANOGO Pawendkisgou Isidore

[1]Assistant, Département de Géographie, Université Ouaga I, Pr Joseph KIZERBO (Burkina Faso), ouedraogoemma2016@gmail.com
[2]Maitre-Assistante, Département de Géographie, Université Ouaga I, Pr Joseph KIZERBO (Burkina Faso)
[3]Maître-Assistant, Département de Géographie, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Mots Clés: pratiques urbaines, déchets, préservation environnementale, Ouagadougou, Burkina Faso

Résumé

Ouagadougou, ville carrefour dans l'espace sous régional ouest africain s'identifie, par un croît démographique, une augmentation des besoins de production et de consommation, une modification des styles de vie, avec pour corollaire une augmentation des déchets surtout plastiques. Cette forme de pollution urbaine devient de plus en plus inquiétante et interpelle les différents acteurs urbains (municipalité - société civile - population), à mieux gérer leur environnement afin d'améliorer la qualité de vie des populations et de penser à la ville de demain. Cet article analyse les formes et les conséquences de la pollution environnementale dans le quartier *Toyiibi*. L'analyse des résultats des diverses enquêtes de terrain ainsi que les observations directes révèlent que le cadre urbain offre plusieurs opportunités pour la réalisation d'activités socioéconomiques peu soucieuses de l'environnement. L'insalubrité du quartier est ainsi liée aux comportements peu écologiques des résidents, à la pratique de ces diverses activités ainsi qu'à la défaillance des actions municipales.

Abstract

The waste in Toyiibi: interface between the city-dweller and his living space

Ouagadougou, crossroads city in the West African sub regional space, is identified by a demographic cross, an increase in the needs for production and consumption, a modification of the lifestyles with for corollary an increase in plastic waste especially. This form of urban pollution is becoming increasingly worrying and challenges the various urban actors (municipality - civil society - population) to better manage their environment in order to improve the quality of life of the populations and think of the future of the town. This article analyzes the forms and the consequences of environmental pollution in the Toyiibi district. The analysis of the results of the various field study as well as the direct observations reveal that the urban framework offers several opportunities for the realization of socio-economic activities which are not very concerned with the environment. The insalubrity of the district is thus dependent on the non-ecological behaviors of the residents, the practice of these various activities as well as the failure of the municipal actions.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé, *IGT Abidjan, CI*

Keywords: urban practices, waste, environmental safeguarding, Ouagadougou, Burkina Faso

OUEDRAOGO Rawelguy Ulysse Emmanuel, NIKIEMA Dayangnéwendé Edwige, YANOGO Pawendkisgou Isidore (2018). Le Déchet A TOYIIBI : Interface Entre Le Citadin Et Son Espace De Vie. Revue Espace Territoire Population et Santé *1 (1), 133 – 146," [En ligne] 2018, mis en ligne le 08 Juillet 2018, consulté le 2018-07-08 04:47:20, URL: https://www.retssa-ci.com/index.php?page=detail&k=25;*

Introduction

De par sa position, la ville de Ouagadougou a connu des évolutions et configurations variées (Fournet et *al*., 2008, p. 10). Les différentes politiques sans oublier les opérations urbaines ont entrainé une modernisation et extension de la superficie de la ville (A. Biehler, 2006, p. 60). Elle a ainsi été multipliée par sept entre 1956 et 2005, soit 52 000 ha (E. Nikiéma et G. Compaoré 2015, p. 434).

Cet étalement urbain faiblement maitrisé, engendre d'énormes problèmes budgétaires, d'aménagement, d'équipements et environnementaux (J.K.G. Fagbedji, 2009, p. 25). Sur le plan environnemental, la question de la gestion des déchets et celle de la réduction de leurs effets demeurent particulièrement préoccupantes.

On constate qu'en dépit de la mise en place des outils de gestion et de la mise sur pied des structures chargées de la préservation environnementale, il se dégage un sentiment "d'impuissance" face à l'insalubrité. Les espaces urbains sont délabrés et transformés en dépotoirs sauvages. Des déchets de nature diverse jonchent les rues, ternissent l'esthétique urbaine et salissent davantage la cité[1]. De plus, ces détritus contenant de fortes proportions de composés chimiques nuisibles (A. K. Mashhood, 2011, p. 56) constituent des sources de maladies car l'exposition aux microbes peut se réaliser par inhalation de l'air ou par absorption directe à travers les tissus épithéliaux ou par ingestion des aliments contaminés, (P. Katarina and P. Payment, 2005, p. 237).

La promotion d'un cadre de vie sain a toujours été au centre des préoccupations des gouvernants et des acteurs du monde scientifique. Les résultats des travaux de géographes I. Sory, (2013, p. 65) ; A. Meunier-Nikiema, (2007, p. 1) ; D.E.C. Da, (2003, p. 290) ; G. Compaore, (1998, p. 82); S. Jaglin, (1995, p. 40) confirment que Ouagadougou ne se soustrait pas à cette triste réalité de ville insalubre. Leurs travaux ont aussi mis en relief les relations existantes entre les insuffisances rencontrées dans la gestion des déchets et l'état de la pollution dans la cité. L'enjeu de la salubrité devient plus important quand on considère la zone périphérique à l'aéroport. Malgré les efforts des gouvernants pour assainir le cadre de vie des citadins, on observe une stagnation des déchets et eaux usées dans ceux-ci surtout dans la zone proche de l'aéroport international de Ouagadougou.

La promotion d'une gestion durable et efficace des déchets dans les villes justifie la présente étude. Elle ambitionne ainsi analyser les formes et les conséquences de cette pollution environnementale dans le quartier[2] *Toyiibi* qui est situé dans l'arrondissement n°05 de la ville de Ouagadougou.

1. Méthode de recherche

1.1. Démarche méthodologique

La méthodologie a consisté à réaliser une exploitation documentaire. Cette étape décisive a conduit à une meilleure compréhension du contexte de l'étude. Elle a été complétée par une enquête socioéconomique dans la zone d'étude. Le travail de collecte de données a été mené selon la démarche inductive. Cette

[1] En 2014, Ouagadougou était la 15ème ville la plus insalubre dans le monde (classement du magazine américain Forbes, 2014)

[2] Selon M. Cussac (2004, p. 3) un quartier est : « un ensemble de personnes qui partagent un espace dont les limites géographiques sont mobiles et mouvantes, un style de vie, une ambiance, et une atmosphère ».

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé, *IGT Abidjan, CI*

approche méthodologique établit un contact direct avec le réel étudié par l'observation sur le terrain des repères significatifs (Edou, 2012, p. 215). Le cimetière de *Toyiibi* (parce qu'il permet l'identification de la zone de l'étude), les canalisations pour l'écoulement des eaux et le dépotoir sauvage situé à proximité de l'aéroport (parce qu'ils présentent l'état d'insalubrité) ont été identifiés comme repères.

La population cible est composée ménages riverains du cimetière des acteurs qui animent le marché informel à proximité d'un ancien cimetière: chauffeurs, boutiquiers et leurs clients. L'échantillon des 50 ménages a été déterminé par choix raisonné appliqué à la population des ménages (RGPH, 2006). En plus des ménages, 30 boutiquiers furent choisis à partir d'un sondage à probabilité inégale. Les autres catégories composées de 50 clients et de 20 chauffeurs ont été choisis de façon aléatoire. Ce choix vise à recueillir différents points de vue et à plusieurs endroits du quartier. Ainsi, un effectif de 150 personnes a été retenu pour les enquêtes (Tableau n°1).

Le questionnaire élaboré a permis de collecter d'une part des données sur le mode d'évacuation des déchets, et d'autre part sur les contraintes auxquelles les populations font face. Il a plus permis de recueillir des informations relatives aux aménagements et infrastructures existants dans le quartier.

Les différentes informations collectées ont été regroupées, traitées et analysées à l'aide du logiciel Excel pour le traitement des données statistiques et les illustrations graphiques. Le logiciel QGis version 2.8 a été utilisé pour l'élaboration de la carte.

Tableau n°1: Échantillon des acteurs enquêtés

Groupes d'acteurs	Effectif	Taux (%)
Chauffeurs	20	13,4
Clients	50	33,3
Boutiquiers	30	20
Riverains	50	33,3
Total	**150**	**100**

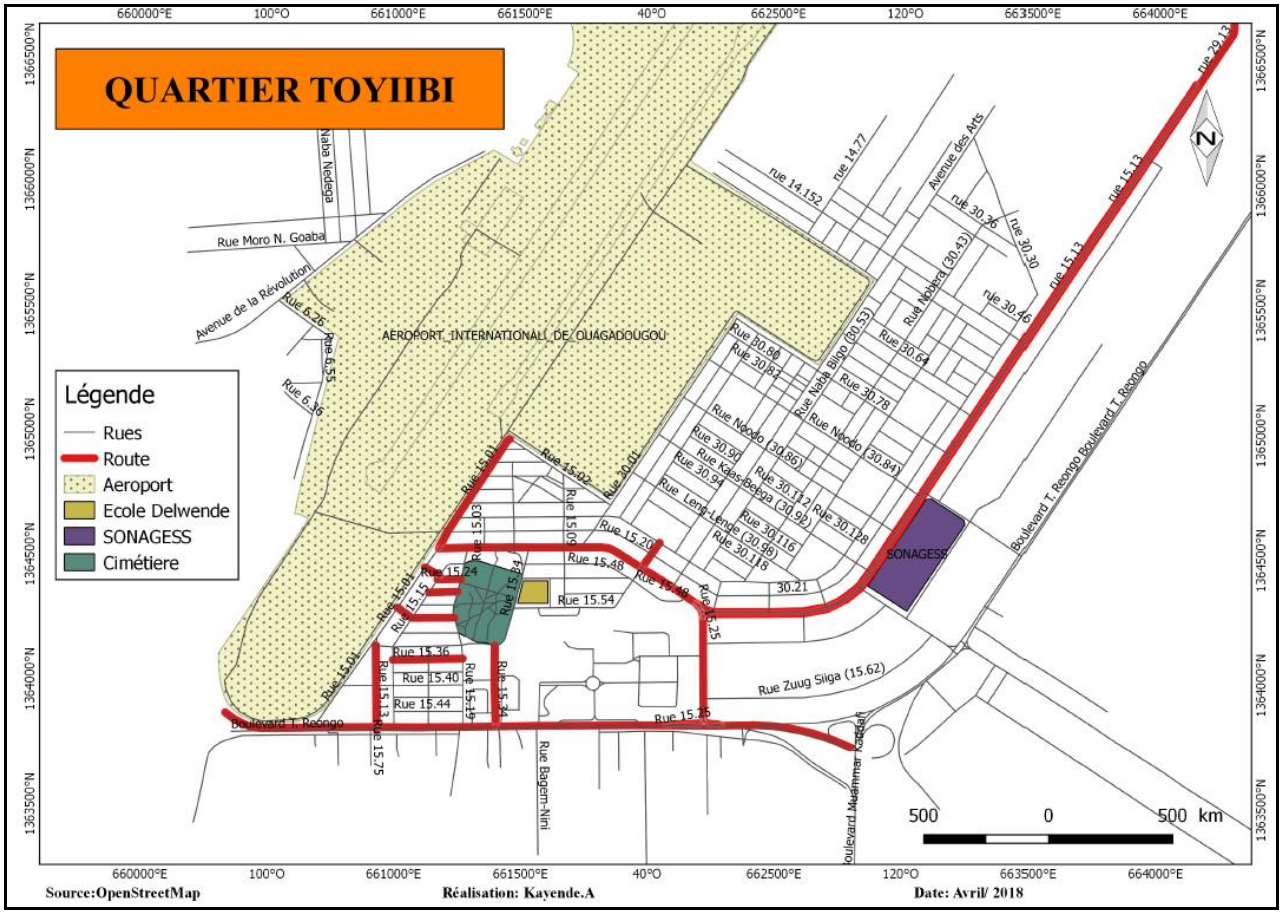
Source : Enquêtes de terrain, 2016

1.2. Le cadre d'étude

La zone d'étude est située au secteur 24 de l'arrondissement n°05 de la ville de Ouagadougou. Elle se localise entre 12°34'07'' de latitude Nord et 1°51'14'' de longitude Ouest. Le choix de ce site a été fait après plusieurs observations des pratiques populaires de gestion des déchets dans les zones proches des aéroports de Cotonou en 2017, Lomé en 2016 et Abidjan en 2015. Ces zones à l'instar du quartier *Toyiibi* se caractérisent par une insalubrité et une présence de plusieurs infrastructures socio-économiques. On retrouve dans la zone d'étude, l'ancien cimetière de *Toyiibi*, non clôturé, qui est transformé en dépotoir et site d'abattage clandestin d'animaux. Il y existe en plus, une école primaire publique (Ecole *Delwende*), une gare routière, un marché informel. Ces différentes activités produisent des déchets qui sont très mal gérés du fait de l'inexistence d'un centre de collecte des déchets. La carte n°1 ci-dessous présente le quartier *Toyiibi*.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

Carte n°1: Localisation de la zone d'étude



Ce travail présente d'abord, un aperçu du cadre institutionnel de la gestion des déchets dans la ville de Ouagadougou. Ensuite, il traite des pratiques d'hygiène dans le quartier *Toyiibi*. Il analyse enfin, les conséquences des différentes pratiques existantes.

2. Résultats

2.1. Cadre juridique et institutionnel de la préservation environnementale à Ouagadougou

L'organisation administrative de Ouagadougou a sensiblement évolué en lien avec le contexte sociopolitique du pays. D'un découpage en quartier au lendemain de l'indépendance, Ouagadougou sera subdivisée de façon successive en 30 secteurs (loi n°005/93/ADP du 12 mai 1993) et en 55 secteurs (loi n°2009-066/AN du 22 décembre 2009). Ces différents secteurs seront regroupés en 5 puis 12 arrondissements dans le souci d'une meilleure gestion urbaine. Cette organisation n'a cependant pas pu supprimer les noms de quartier comme *Dagnoen, Wemtenga, Dapoya* ou *Toyiibi* qui est notre zone d'étude.

D'après la loi statuant sur le transfert des compétences, la commune urbaine de Ouagadougou s'est vue octroyer des missions autrefois dévolues au pouvoir central. Il s'agit essentiellement des compétences en matière d'assainissement, de lutte contre l'insalubrité, les pollutions et les nuisances à l'intérieur du territoire (loi n°055-2004/AN portant Code général des Collectivités territoriales CGCT). Face à son incapacité financière, humaine, technique et matérielle, la ville collabore avec les ministères spécifiques qui développent la politique et les stratégies en intégrant à

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

des degrés divers les aspects environnementaux.

Pour la sauvegarde de l'environnement à Ouagadougou, l'autorité communale est chargée de l'enlèvement et du traitement des déchets, de la sensibilisation et de la protection environnementale, de la réduction des nuisances et des diverses formes de pollution. Elle est aussi impliquée dans la recherche des financements pour une meilleure gestion environnementale. Elle a enfin adopté depuis 1994, le plan stratégique d'assainissement de la ville de Ouagadougou (PSAO) et des arrêtés parmi lesquels:

- l'arrêté n° 2008-150 du 23 décembre 2008, portant interdiction de déverser des déchets sur le territoire de la Commune de Ouagadougou;
- l'arrêté n° 2005-014 du 09 février 2005, portant ouverture du Centre d'Enfouissement technique des déchets solides de la ville de Ouagadougou;
- l'arrêté n° 2003-045 du 11 juillet 2003, portant règlement intérieur du Centre d'Enfouissement technique des déchets de la ville de Ouagadougou;
- l'arrêté n° 2003-043 du 11 juillet 2003, portant création et concession des zones de collecte des déchets solides ménagers et assimilés dans la ville de Ouagadougou.

L'autorité communale s'est aussi dotée d'un cadre institutionnel pour lutter contre l'insalubrité. On retrouve dans ce cadre, les Groupements d'Intérêt Economique (GIE) et la Direction du Développement Durable.

C'est un service technique de la mairie de Ouagadougou créé en 2001. Les principales missions qui lui sont confiées sont l'assainissement urbain, le curage des caniveaux, le nettoyage de la voirie à travers la brigade verte, le nettoyage des cimetières et l'élimination des décharges. Elle a aussi pour mission de suivre, contrôler et superviser la mise en œuvre du schéma de gestion des déchets au niveau de la ville. Elle assure enfin le transport des déchets à partir des centres de collecte jusqu'au centre de traitement et de valorisation des déchets (CTVD).

2.2. Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur de Gestion des Déchets (SDGD) solides, la ville de Ouagadougou a été subdivisée en douze (12) zones de collecte, concédées aux GIE qui interviennent dans la collecte des déchets. Ces GIE collaborent étroitement avec les directions municipales pour l'enlèvement des déchets au niveau des ménages et la préservation du cadre de vie.

A côté du GIE/SDS, structure crée en 2003 et officiellement reconnue, on distingue des associations structurées ou pas et des charretiers qui proviennent du secteur informel et qui proposent de façon clandestine les mêmes prestations aux citoyens. Ces collecteurs clandestins contribuent à la formation des décharges sauvages dans la ville, puisqu'ils déversent les déchets à proximité des lieux de collecte ou dans des terrains inoccupés.

En dépit de l'existence des instruments institutionnels et des normes juridiques, on constate sur le terrain une faiblesse d'application et d'action qui se matérialise par une insalubrité (des monticules d'ordures, des dépotoirs sauvages ou des déchets qui jonchent les rues) de la ville de Ouagadougou mais surtout du quartier *Toyiibi*.

2.3. Un espace urbain profondément transformé par le déchet

Le quartier de *Toyiibi*, est un espace d'activités sociales et commerciales. Les informations obtenues auprès des responsables administratifs et des "notables" révèlent que l'existence du quartier est en lien avec la délimitation du domaine de l'aéroport vers 1955. Restée pendant longtemps comme une zone non lotie, les habitants ont forgé une identité collective et ont organisé l'espace selon des principes africains de cohabitation et de solidarité. Cette logique d'organisation connaîtra une modification pendant la période de la révolution (1983-1987). Les différentes opérations urbaines ont permis de loger plus d'habitants, de dégager des

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

voies de petite largueur et d'installer quelques infrastructures socioéconomiques.
On distingue dans le quartier *Toyiibi* une gare routière, un centre de contrôle et de transit de la douane, un marché, une école primaire, des sièges d'entreprises, de nombreuses boutiques et des débits de boisson. La présence de ces centres d'activités draine des citadins et occasionne la production d'une quantité de déchets.

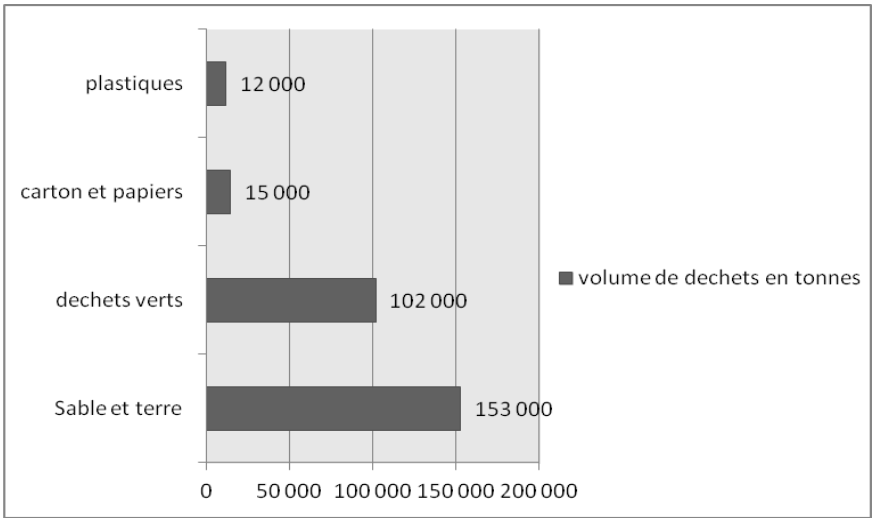
2.3.1. Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés

Les enquêtes réalisées sur les caractéristiques socio-économiques ont donné divers résultats. L'âge des enquêtés varie entre 20 et 70 ans. De façon générale, nous remarquons que 65% des enquêtés résident dans le quartier contre 35 % qui vivent dans les quartiers périphériques comme *Patte d'Oie, Kalgodin, Paglayiri.* Quant aux activités, nous avons la vente des pièces détachées, de la friperie, du bétail et des aliments de rue. Ces différentes activités commerciales contribuent à la production massive des déchets dans le quartier.
On retient aussi que 65% des enquêtés affirment ne pas dépenser pour la collecte des ordures produites et contribuent à la prolifération des déchets. Un autre groupe d'enquêtés (35%) dépensent entre 500 et 1000F CFA par mois pour l'enlèvement des ordures.

2.3.2. Caractérisation des déchets dans le quartier Toyiibi

Dans la ville de Ouagadougou, le volume de déchets a en effet augmenté étroitement avec le processus d'urbanisation, le croît démographique et le niveau de développement du pays. En se basant sur les données de PSRDO-CER (2010), on remarque que la production journalière des déchets était estimée en 2010 à 0,54kg/personne et que les déchets fermentescibles étaient majoritaires (Graphique n°1).

Graphique n°1 : Typologie des déchets collectés à Ouagadougou



Source : PSRDO-CER, 2010

La lecture de ce graphique n°1 révèle que dans la ville de Ouagadougou, les déchets de nature organique ou inerte, donc recyclables et valorisables sont estimés à 270 000 tonnes, tandis que les déchets de nature plastique représentent 12 000 tonnes. A *Toyiibi*, il est difficile de caractériser et de quantifier les déchets du moment où ils sont stockés dans la même poubelle. Les sables et les eaux sales sont déversés au niveau de la chaussée, du canal (pour ce qui concerne les riverains) ou devant la maison. Les déchets verts et plastiques sont quant à eux stockés et jetés au niveau des dépotoirs. Pour le cas spécifique des

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

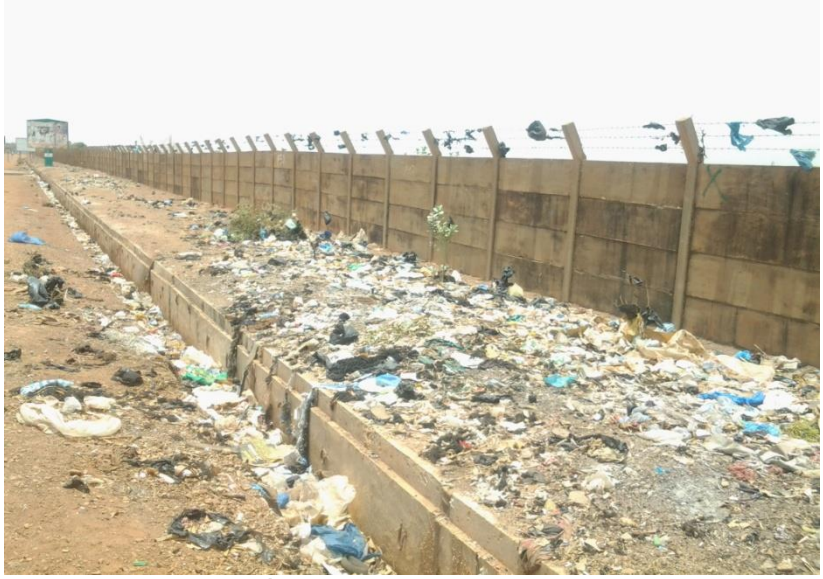
sachets, les enquêtés (72%) affirment qu'en moyenne trois sacs plastiques (provenant de la consommation de l'eau vendue en sachet ou de l'achat de produits divers) sont abandonnés par jour.

2.3.3. Une gestion peu écologique des déchets

La gestion des déchets dans le quartier de *Toyiibi*, présente des caractéristiques plus ou moins variables en fonction du niveau d'éducation et du pouvoir d'achat. L'enquête a révélé que l'utilisation d'outils de collecte des déchets (barriques, bassines, pots de peinture, seaux usés, etc.) au sein des ménages, des boutiques, à la devanture des entreprises est acceptable puisque 84% des enquêtés en disposent. Ce taux contraste avec l'état de propreté de l'ensemble du quartier qui est qualifié par tous les enquêtés d'insalubre. Au niveau de la "gare routière", les clients et chauffeurs se distinguent par des pratiques peu hygiéniques. Leurs déchets sont soit jetés dans le domaine de la gare ou au niveau de la chaussée. Ces pratiques transforment la gare en une "poubelle" et la rendent insalubre.
Quelques résidents de la zone (70% des enquêtés) reconnaissent déverser leurs ordures dans des endroits peu recommandés. Ils jettent en effet leurs ordures soit au niveau de l'ancien cimetière, soit au niveau du canal (pour ce qui concerne le sable et les eaux usées), soit au niveau du dépotoir sauvage créé le long du mur de l'aéroport. Ces diverses manières d'évacuer les déchets pourraient s'expliquer par l'absence de poubelles publiques dans le quartier ou l'éloignement des centres de collecte. A ce propos, Mme Some (femme de 35 ans, résidant dans le quartier depuis trois ans) déclare ceci:
"Je suis consciente qu'il est interdit de créer des dépotoirs sauvages par le jet des ordures. Toutefois, je n'ai pas d'alternative du moment où je ne suis pas abonnée à un GIE pour l'enlèvement des ordures et que le centre de stockage des déchets se trouve éloigné de mon domicile (environ 2km)".

En revanche, 30% des enquêtés ont recours aux Groupements d'Intérêt économique (GIE) formels ou informels pour l'enlèvement des ordures accumulées. Ces différentes actions sont à l'origine de la pollution, des nuisances et risques sanitaires divers pour les citoyens eux-mêmes. La photo n°1 présente le dépotoir sauvage situé le long de la clôture de l'aéroport de Ouagadougou.

Photo n° 1: Un dépotoir sauvage longeant la clôture de l'aéroport de Ouagadougou



Cliché: Ouedraogo R.U.Emmanuel, 2016

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

L'incivisme des citadins est révélé à travers cette photo. Ce dépotoir en formation est l'œuvre des riverains qui y jettent leurs déchets. Une telle situation impacte leur cadre de vie et peu constitué un risque pour leur santé.

2.3.4. Le cimetière de Toyiibi: une poubelle à ciel ouvert

Le cimetière de *Toyiibi* est actuellement entouré par les habitations. Il est non fonctionnel et n'est pas clôturé. Il est à proximité d'une école primaire publique, d'une gare et d'un marché informel. Cette proximité avec les équipements marchands (marché et gare) et l'absence d'une clôture pourraient justifier sa transformation en dépotoir sauvage. Les riverains et les autres acteurs ci-dessus identifiés y jettent leurs ordures. Selon certains enquêtés (37%), des collecteurs informels contribuent aussi à la pollution en y jetant les ordures collectées. La présence de ce dépotoir est décriée par 83% des enquêtés qui affirment être impuissants et inquiets. Une ménagère (de 50 ans et habitant dans le quartier depuis l'enfance) déclare :

" Nous sommes fatigués des fausses promesses de nos autorités. Ce cimetière comme vous le constatez n'est pas clôturé. Pour nous les riverains, la vie est insoutenable. Les odeurs qui émanent de la décomposition des restes d'animaux ou des ordures qui y sont jetés sont nauséabondes "

A sa suite, un riverain de 60 ans s'inquiète de l'insécurité dans le quartier:

"J'habite dans ce quartier depuis 1990. Depuis cette période, ce cimetière qui n'est pas clôturé constitue une menace pour nos enfants et nous-mêmes. La nuit par exemple, il est déconseillé d'emprunter les rues qui avoisinent le cimetière de peur d'être attaqué par des délinquants. Ce qui est plus inquiétant pour moi, c'est l'état d'insalubrité. Regardez vous-même, vous serez déçu du comportement des citadins. Ils n'ont même plus de respect pour les morts"

M. Tapsoba (un riverain de 30 ans et qui réside dans le quartier depuis 2012) quant à lui se demande pourquoi avoir érigé une école à proximité d'un cimetière. Il affirme ceci:

> "Vous pouvez remarquer la présence de l'école primaire à proximité de ce cimetière avec tous les risques possibles qui pourraient exister pour les enfants".

Cela interpelle sur le positionnement des ouvrages d'utilité publique. Plusieurs cas similaires peuvent être en effet énumérés dans d'autres secteurs de la ville. Cette triste situation était dépeinte en 2009 par Abdou Zoure en ces termes :

" Au cimetière de la gare routière de la Patte d'Oie ou encore cimetière de *Toyiibi* se déroule le spectacle le plus désolant. Ce cimetière est tellement accoté au marché à bétail qu'il s'y confond. On ne fait plus de différence entre le marché des morts et celui des vivants, car les vivants vendent et achètent allègrement leurs moutons et leurs chèvres sur les tombes des morts. Certaines tombes deviennent des guichets où on étale la marchandise pour la vanter aux clients. Pendant ce temps, les tenanciers d'abattoirs clandestins y déversent quotidiennement les déchets stomacaux des bêtes abattues. Et cela souvent sur les tombes. S'enquérant sur la cause de ce comportement, on nous répond que c'est parce qu'il n'y a pas de dépotoirs publics. Le côté cimetière est noyé sous les sachets, les déchets ménagers, humains et animaux, les détritus et toutes les immondices inimaginables... C'est un dépotoir vers lequel convergent de nombreuses charrettes de ramasseurs d'ordures. Et lorsqu'on y met le feu, il plane une atmosphère irrespirable qui couvre le cimetière d'une nappe de fumée".

La photo n°2 donne une illustration du marché informel créé à proximité de l'ancien cimetière de *Toyiibi.* On retrouve sur cette photographie des hangars limités par des pneus. Ces hangars situés à proximité des tombes (indiquées par les flèches de couleur) servent de lieux de commerce et sont continuellement animés. Le décor est en plus marqué par les déchets plastiques.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

Photo n°2: Le marché informel de Toyiibi



Cliché: Ouedraogo R.U.Emmanuel, 2016

2.3.5. Une défaillance des actions municipales

Les actions entrant dans le cadre de la sauvegarde de l'environnement demeurent infimes à Toyiibi. Elles se résument à des opérations de salubrité et de nettoyage de la voirie par la brigade verte, au curage des canalisations en saison pluvieuse, à l'arrestation de certains particuliers qui pratiquent l'abattage clandestin dans l'ancien cimetière ou qui y déversent les ordures. L'insuffisance des actions d'assainissement pourrait se justifier par la faiblesse du budget financier de l'arrondissement et l'insuffisance tant en personnel qu'en matériel technique.

Les enquêtés (78%) portent un jugement sur l'action de la municipalité à Toyiibi et la trouvent insuffisante. Dans l'ensemble, ceux-ci sont insatisfaits et pensent que la municipalité est peu sensible à leur préoccupation en matière environnementale. Pour 22% des enquêtés l'absence des bacs à ordure constitue une preuve que la municipalité est peu soucieuse de la préservation de leur cadre de vie.

La non réalisation des promesses électorales, l'insuffisance des opérations de salubrité, la persistance des abattages dans la zone du cimetière, l'échec du projet de récupération des déchets plastiques, pourraient expliquer ces perceptions de l'action municipale. Ce reproche fait pourrait être relativisé car la mairie à elle seule ne peut résoudre la question de l'assainissement sans une réelle implication et participation des citadins.

2.4. Impacts hygiéniques et sanitaires

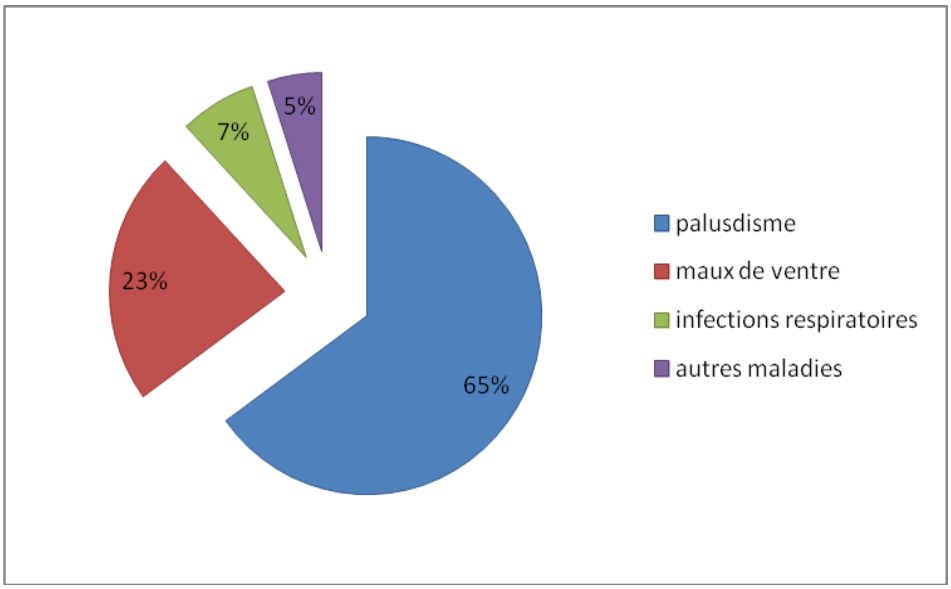
Les mauvaises pratiques des citadins en matière de gestion des déchets constituent une menace pour la santé humaine et l'environnement. Elles donnent naissance à un état d'insalubrité avancée à Toyiibi. Spécifiquement, on constate que cet ancien cimetière est détourné de son but principal. Transformé en dépotoir sauvage, il est devenu un site propice où pullulent des agents pathogènes, des rongeurs et des reptiles. Il est en plus devenu un site d'abattage clandestin et la viande est malheureusement emmenée dans les marchés publics pour consommation. Les infections qui prévalent dans ces lieux insalubres sont les gastro-entérites, le choléra, la dysenterie, les parasitoses intestinales, les maladies cutanées, le paludisme et le tétanos.

Les résultats des enquêtes révèlent que 65% des personnes enquêtées ont souffert de paludisme au cours des trois derniers mois précédent l'enquête. On

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

note en plus que les maux de ventre (23%) constituent la seconde pathologie à *Toyiibi,* suivi des infections respiratoires (7%) et des autres maladies (de la peau, des yeux, et des blessures liées aux piqûres des objets rouillés). Le graphique n°2 donne une illustration de ces différentes maladies ayant nécessité une consultation dans un centre de santé.

Graphique n°2: Répartition des pathologies à Toyiibi



Source : Enquêtes de terrain, 2016

Outre ces pathologies, on observe l'obstruction des caniveaux par les déchets. Les canalisations préalablement conçues pour le drainage des eaux sont transformées en poubelles. Obstruées par les déchets, elles ne remplissent plus leur rôle, augmentant ainsi les risques d'inondation en saison pluvieuse. Ce fait d'incivisme est décrié par le maire de la commune de Ouagadougou en ces termes: « Destinés à drainer les eaux, c'est avec regret que l'on constate que dans la ville de Ouagadougou, ces ouvrages servent de poubelles à certains citoyens »

De manière générale, les enquêtés (100%) reconnaissent la difficulté d'écoulement des eaux et les inondations en saison hivernale. La planche photo n°3 présente des caniveaux remplis par des déchets et le sable.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

Photo n° 3 : Obstruction des caniveaux par les déchets et le sable



Cliché a : Ouedraogo R.U.Emmanuel, 2016



Cliché b : Ouedraogo R.U.Emmanuel, 2016

Le cliché a, pris au niveau de la rue 15.34, présente un canal totalement rempli par le sable et les déchets. Ce même constat est fait au niveau de la rue 15.43 (cliché b). Ces différentes situations impactent le cadre de vie et peuvent être source de maladies pour les riverains.

D'une profondeur moyenne de 50 cm, ces caniveaux qui sont globalement obstrués par des déchets, témoignent de l'état d'incivisme des citadins. Afin de réduire les risques d'inondation, les autorités communales mobilisent annuellement d'importants moyens financiers pour les activités de salubrité et pour le curage de ces ouvrages de drainage des eaux. A titre illustratif, dans le budget communal de l'année 2018, la somme de 3 712 066 281 F CFA est consacrée au transport des déchets, à l'exploitation du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets (CTVD), à la subvention des femmes de la brigade verte chargée du balayage à l'ensemble des voies bitumées, l'amélioration du cadre de vie des populations de la ville de Ouagadougou, au nettoyage de zones spécifiques de la commune, à l'assainissement et au curage des caniveaux.

3. Discussion

Dans les villes africaines, la gestion des déchets est dominée par le système "Partenariat Public-Privé". Ce partenariat contribue à assainir le cadre de vie à travers les actions de ramassage des déchets. Malgré l'existence de ces GIE, les ménages ont recours à plusieurs stratégies pour se débarrasser de leurs déchets: incinération et déversement dans la nature. Cette dernière option continue de poser des problèmes et contribue à la persistance de l'insalubrité dans les lieux de résidence. Ces pratiques peu écologiques corroborent des travaux comme ceux de Z. Nadounke, (2013, p. 66) et A. Meunier-Nikiema, (2007, p. 1) qui soutiennent que la santé humaine est perpétuellement menacée dans la commune de Ouagadougou à cause des dépotoirs d'ordures.

L'incivisme des citadins est matérialisé par un rejet des ordures dans les cimetières de la ville de Ouagadougou et particulièrement à *Toyiibi*. Cette pratique jadis considérée comme une profanation des tombes persiste et prend des proportions inquiétantes en matière d'aménagement urbain. Ces résultats rejoignent ceux de A. Zoure, (2009, p.1) et de Z. Nadounke, (2013, p.68) qui présentent le triste et déplorable constat des cimetières. A la fin de leurs travaux, ils ont en effet conclu qu'au lieu d'être des lieux de recueillement les cimetières sont répulsifs à cause des odeurs

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

nauséabondes, des tas d'immondices et de la faiblesse d'entretien.

Une proportion relativement importante de la population de *Toyiibi* a des comportements dommageables à l'environnement. Cela est matérialisé par le rejet des déchets dans les caniveaux, au bord des routes, dans l'ancien cimetière. Ce mode d'évacuation des déchets est complété par les pratiques des collecteurs informels qui déversent les ordures dans les espaces non encore mis en valeur. Ces formes de pollution dégradent l'environnement, sont sources de nuisances diverses et de risques sanitaires. Au pire des cas, ces ordures peuvent conduire à des infections mortelles. Ces résultats sont en concordance avec ceux de P. Katarina and P. Payment, (2005, p. 237), de A.K. Mashhood, (2011, p. 56) qui identifient dans les déchets des parasites comme le *Balantidium coli*, *Shigella flexneri*, *Ascaris lombricoïdes* et *Escherichia coli*.

En dépit des actions municipales, les populations ont une part de responsabilité non négligeable dans la lutte contre les maladies induites par la présence des déchets. Elles devraient adopter des comportements éco-citoyen afin de préserver l'environnement urbain et de vivre dans un cadre sain. Ces résultats sont en concordance avec les travaux de I. Sory, (2013, p. 101) ; A. Zoure, (2009, p. 1) et K. Traore, (2007, p. 170) qui soutiennent qu'avec la croissance démographique, il faudrait éduquer les citadins pour une meilleure gestion des déchets et une préservation de leur cadre de vie.

Des auteurs comme Q.C.Yao-Kouassi, (2010, p.154) à Abidjan (Côte d'Ivoire), A. Tini, (2003, p. 14) à Niamey (Niger), I. Sy, (2006, p. 14) à Rufisque (Sénégal) ont réalisé des études à partir d'une approche méthodologique qui s'articule autour de l'exploitation documentaire, l'observation de terrain et l'enquête socioéconomique. Leurs travaux ont permis de mettre en évidence l'insuffisance des bonnes pratiques d'hygiène et de l'assainissement dans les zones d'étude. Une démarche similaire a été aussi adoptée pour l'étude dans le quartier *Toyiibi.* Cela a permis donc d'aboutir aux mêmes résultats que ceux obtenus dans ces différents pays.

Conclusion

La gestion des déchets urbains continue de poser de plus en plus de défis en raison de l'extension spatiale, de la croissance démographique et des modifications des habitudes de vie. Dans les quartiers périphériques de Ouagadougou, cette gestion est décriée à cause de la persistance des mauvaises pratiques des citadins et de l'insuffisance de l'action municipale. Un tel constat est perceptible dans le quartier *Toyiibi* situé à proximité de l'aéroport de Ouagadougou. Les impacts liés à ce cadre malsain sont constatables au niveau des ménages à des degrés variés. Le cadre de vie qu'on voudrait assainir et embellir ne saurait être la seule préoccupation des autorités municipales. L'implication et la participation des populations sont indispensables pour améliorer la qualité de vie des habitants de Ouagadougou et spécialement ceux de *Toyiibi.* La promotion d'un environnement urbain durable ne passerait-t-elle pas par de nouvelles stratégies comme l'éducation environnementale?

Références Bibliographiques

BIEHLER Alexandra, 2006, «Renouveau urbain et marginalisation : le cas d'habitants du centre-ville de Ouagadougou (Burkina Faso)», Revue *Tiers Monde*, 185, p. 57-78.

COMPAORE Georges et KABORE Idrissa, 1998, «Gestion urbaine et environnement : l'exemple de Ouagadougou (Burkina Faso) », *Travaux de la Société d'Écologie Humaine*, p. 80-99.

CUSSAC Maud, 2004, *Des quartiers à Ouagadougou? Développement périphérique et tissu social à Kouritenga*,

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

Mémoire de maitrise de géographie, Université de Nanterre, France, 156 p.

DA Dapola Evariste Constant, 2003, «La pollution à Ouagadougou : essai de synthèse», C*ahiers du centre d'études et de recherche en lettres, Sciences humaines et sociales (CERLESHS),* Université de Ouagadougou, p. 280-300.

EDOU Mesmin, 2012, «Dynamique d'un espace halieutique: Le débarcadère de Bambouchine», *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou (RGO),* n°00, Université de Ouagadougou, p. 211-228.

FAGBEDJI John Kodjo Gnimavor, 2009, *Agbonou: dynamique d'un quartier périphérique d'Atakpamé,* mémoire de maitrise, Université de Kara, Togo, www.memoireonline.com, consulté en janvier 2018.

JAGLIN Sylvy, 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou : Pouvoirs et périphéries (1983-1991),* Karthala, Paris, 653 p.

KATARINA Pintar and PAYMENT Pierre, 2005, «Waterborne pathogens: A critical Assessment of methods, results and data analysis», *journal of water science*, Vol. 19, p. 233-245.

MASHHOOD Ahmad Khan, 2011, «Environmental pollution: its effects on life and its remedies», *journal of art, science and commerce,* Vol.5, p. 56-57.

MEUNIER-NIKIEMA Aude, 2007, «Géographie d'une ville à travers la gestion des déchets à Ouagadougou», *Mappemonde, n°87, mappemonde mgm.fr/ num15/…/art07305.html,* www.mappemonde.com, consulté en janvier 2018.

NADOUNKE Zoumana, 2013, *La problématique de la gestion des cimetières dans la commune de Ouagadougou,* mémoire de maitrise, département de Géographie, Université de Ouagadougou, 150 p.

NIKIEMA Edwige et COMPAORE Georges, 2015, «Structuration urbaine et santé à Ouagadougou», *Cahiers du Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique (CBRST)* Cotonou, n°7, p 434-456.

PROJET STRATEGIE DE REDUCTION DES DECHETS DE OUAGADOUGOU CREATION D'EMPLOIS ET DE REVENUS par des actions de collecte, de tri et de valorisation (PSRDO-CER) 2010, *Rapport de l'étude A.31 : Réactualisation des données sur la problématique de la gestion des déchets dans la commune de Ouagadougou*. *[Http : //www.reductiondechetsouaga.bf/etudes/cts/100322%20A.3.1_du_18 mars 201.pdf,* consulté le 26 janvier 2015.

SORY Issa, 2013, *OUAGA LA BELLE ! Gestion des déchets solides à Ouagadougou : enjeux politiques, jeux d'acteurs et inégalités environnementales*, Thèse de doctorat, Ecole doctorale de Géographie de Paris Université PARIS 1 PANTHEON – SORBONNE France, 355 p.

SY Ibrahima, 2006, La gestion de la salubrité à Rufisque (Sénégal): Enjeux sanitaires et pratiques urbaines Thèse de doctorat, Université Louis Pasteur, Strasbourg, France, 564 p.

TINI Apollinaire, 2003, *La gestion des déchets solides ménagers à Niamey au Niger: Essai pour une stratégie de gestion durable*, Thèse de Doctorat: Géographie, Aménagement, Urbanisme Institut National des Sciences Appliqués, Lyon, 302 p.

TRAORE Kassoum, 2007, «De la sensibilisation des populations à la gestion de l'environnement urbain dans les quartiers précaires de la ville d'Abidjan», *African Population Studies* Vol. 22 n°2, p. 153-173.

YAO-KOUASSI Quonan Christian, 2010, *A la recherche d'une synergie pour la gestion des déchets ménagers en côte d'ivoire : Cas du district d'Abidjan*, thèse de doctorat, département de géographie,

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI

UFR Lettres, Langues et Sciences Humaines Université du Maine, 305 p.

ZOURE Abdou, 2009, «Cimetières de Ouagadougou : quand les morts ne reposent pas en paix», article de presse du mercredi 30 décembre 2009 // *www.* lefaso.net, C*onsulté en juin 2017.*

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé,
IGT Abidjan, CI